



CPU

Le nouveau bureau de la CPU a fait le point de la situation dans les universités avec les deux principales organisations étudiantes, la Fage et l'Unef (08/01/2021)

Le nouveau bureau de la CPU, avec son président Manuel Tunon de Lara et ses deux vice-présidents Virginie Dupont et Guillaume Gellé, a souhaité consacrer son premier rendez-vous officiel à une rencontre, mercredi 6 janvier, avec les deux principales organisations étudiantes, la Fage et l'Unef.

<http://www.cpu.fr/actualite/le-nouveau-bureau-de-la-cpu-a-fait-le-point-de-la-situation-dans-les-universites-avec-les-deux-principales-organisations-etudiantes-la-fage-et-lunef/>

Revue de presse - Vendredi 8 Janvier 2021

<http://www.cpu.fr/actualite/revue-de-presse-vendredi-8-janvier-2021/>

Paris Images Production Forum 2021 – La CPU présente au salon des tournages (7/01/2021)

Pour la quatrième année consécutive, la CPU participera au Salon des tournages « Paris Images Production Forum » avec l'objectif de faire connaître l'Université comme lieu de tournage. Exceptionnellement, le salon se tiendra cette année de manière 100% virtuelle avec plus de 40 exposants d'Ile-de-France. Ce nouveau format digital se tiendra du 25 au 29 janvier 2021 et permettra de faire découvrir aux professionnels du cinéma l'immense richesse du patrimoine des établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

<http://www.cpu.fr/actualite/paris-images-production-forum-2021-la-cpu-presente-au-salon-des-tournages/>

La parole aux 18-28 : c'est le moment de candidater (06/01/2021)

Porté par l'enthousiasme des jeunes qui se dégagent année après année de leur participation aux Rencontres Économiques Aix en Seine qui ont lieu au début de mois de juillet, le Cercle des économistes lance la neuvième édition de « La parole aux 18-28 », dont la CPU est partenaire. Tous les jeunes âgés de 18 à 28 ans sont invités à s'inscrire en ligne et à répondre aux questions qualifiantes, avant le 2 février.

<http://www.cpu.fr/actualite/la-parole-aux-18-28-cest-le-moment-de-candidater/>

Réaction de la CPU à la nomination du nouveau recteur à la tête de l'université turque de Bosphore (04/01/2021)

La Conférence des présidents d'université a vu son attention attirée sur la nomination du nouveau recteur à la tête de l'université turque de Bosphore. Elle entend l'émotion qu'elle suscite.

Consciente de la fragilité de l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur et de recherche en Turquie, la CPU redit sa vigilance à l'égard de toute atteinte à la liberté académique et sa solidarité avec tous les collègues qui seraient en difficulté pour accomplir leurs missions de formation et de recherche avec les garanties individuelles requises. Elle agira en lien avec les autres conférences nationales d'établissements chaque fois et partout où cela sera nécessaire.

<http://www.cpu.fr/actualite/nomination-du-nouveau-recteur-a-la-tete-de-luniversite-turque-de-bogazici/>

Bulletin Officiel - Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (08/01/2021)

http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid20536/bulletin_officiel.html?pid_bo=40099&cbo=1

Bilan social 2018-2019 - Enseignement supérieur et Recherche (05/01/2021)

Le bilan social du Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation 2018-2019 dresse un portrait de l'ensemble des personnels, enseignants et autres personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ces personnels exercent leurs fonctions dans les établissements d'enseignement supérieur, au sein du réseau des œuvres universitaires et scolaires ou dans les directions de l'administration centrale en charge de l'enseignement supérieur, ainsi qu'au sein des établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST). Cette édition intègre dans une unique publication les indicateurs du bilan social et du rapport de situation comparée en identifiant par une icône, dans la table des matières et au niveau de l'intitulé des indicateurs, ceux qui présentent des caractéristiques de genre.

<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid156207/bilan-social-2018-2019-enseignement-superieur-et-recherche.html>

Diffusion du webinar "Virus dans les eaux usées : un temps d'avance" (04/01/2021)

À 18h aujourd'hui sera diffusé le second webinar "Virus dans les eaux usées : un temps d'avance" dans le cadre de la plateforme d'information grand public du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid156194/diffusion-du-webinaire-virus-dans-les-eaux-usees-un-temps-d-avance.html>

JOURNAL OFFICIEL

Décret n° 2021-7 du 6 janvier 2021 relatif à l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042876808?tab_selection=jorf&searchField=ALL&query=Enseignement+supérieur&searchType=ALL&typePagnation=DEFAUT&sortValue=SIGNATURE_DATE_DESC&page Size=10&page=1&tab_selection=jorf#jorf

Arrêté du 31 décembre 2020 relatif aux missions et à l'organisation de la délégation générale à la transmission, aux territoires et à la démocratie culturelle

Article 3

La sous-direction des formations et de la recherche élabore et coordonne la mise en œuvre de la stratégie ministérielle en matière d'enseignement supérieur et de recherche.

En lien avec les services du ministère compétents en ce domaine :

- elle pilote l'ensemble des questions liées à la vie étudiante ;
- elle propose et met en œuvre les actions permettant l'évaluation des parcours professionnels des diplômés ainsi que l'amélioration de leur insertion professionnelle dont elle assure l'analyse sur le court, moyen et long terme ;
- elle définit la stratégie relative à la formation professionnelle et continue, notamment par la valorisation des acquis de l'expérience ;
- elle assure le pilotage et le secrétariat du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche artistiques et culturels ;
- elle définit la stratégie pluriannuelle financière et immobilière des établissements d'enseignement supérieur et coordonne sa mise en œuvre ;
- elle participe à l'analyse des modèles économiques des établissements chargés de l'enseignement supérieur dans le champ culturel.

Elle assure la liaison avec le ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche dans ses domaines de compétence. A ce titre, elle définit et porte les positions ministérielles en lien avec les directions concernées. Elle exerce la tutelle sur les opérateurs relevant de son périmètre. Elle participe à la tutelle des établissements d'enseignement supérieur.

Elle coordonne la stratégie ministérielle de recherche. A ce titre, elle assure le suivi des programmes de recherche et d'innovation au niveau national et européen auxquels le ministère participe. Elle encourage la participation des citoyens aux travaux de recherche.

Elle conduit la politique du ministère en matière de développement et de valorisation de la culture scientifique et technique.

Elle participe, notamment par son activité éditoriale, à la valorisation et à la diffusion de la recherche.

Elle anime le réseau des organismes du ministère intervenant en matière de recherche.

Elle promeut une politique de développement et d'accompagnement des programmes de recherche et d'innovation. A ce titre, elle encourage la participation citoyenne aux travaux de recherche.

Elle met en œuvre, dans son champ de compétence, la stratégie du ministère en matière de responsabilité sociétale des organisations.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2020/12/31/MICB2035058A/jo/texte>

AU PARLEMENT

ALIMENTAIRE

Menus végétariens au sein des établissements | 34933 | Mme Danièle Obono (La France insoumise - Paris)

<https://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-34933QE.htm>

Mme Danièle Obono attire l'attention de Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sur l'offre végétarienne au sein des établissements du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS). L'augmentation de la part de protéines végétales dans l'alimentation est l'une des mesures urgentes préconisées par de nombreux scientifiques et institutions nationales, européennes et internationales pour améliorer la santé publique et lutter contre le changement climatique. Le ministère de l'agriculture et de l'alimentation préconise aussi la consommation des protéines végétales en restauration collective (plan national alimentaire action 24 et stratégie nationale de relance par les protéines végétales). Malgré l'annonce à la rentrée 2017 d'un menu végétarien quotidien par le CNOUS, de nombreux étudiants et étudiantes regrettent que cette offre soit souvent assimilée aux garnitures, c'est-à-dire aux féculents et aux légumes (comme au CROUS d'Aix-Marseille-Avignon où cette formule y est ainsi décrite sur leur site début novembre 2020). Un tel plat principal, juste appauvri, n'est ni équilibré, ni roboratif, ni attrayant. Pourtant, quand l'offre végétarienne est de qualité et mise en avant, entre 20 % et 30 % des convives la choisissent. Ainsi il serait possible qu'au moins un tiers du total des 70 millions de repas annuels des CROUS répondent aux attentes et soient écologiquement responsables, comme c'est déjà le cas dans certains restaurants universitaires français. Elle l'interroge donc sur les intentions du Gouvernement quant à la généralisation de l'offre de menus végétariens de qualité, à base de protéines végétales, au sein des restaurants et des cafétérias du CNOUS.

ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT SUP

Difficultés pour un élève étranger pour poursuivre ses études en France | 26700 | M. Stéphane Testé (La République en Marche - Seine-Saint-Denis)

<https://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-26700QE.htm>

Réponse :

Les élèves scolarisés dans le réseau d'enseignement français à l'étranger font l'objet d'une attention particulière. Ce sont généralement des candidats de très bon niveau qui trouvent très vite une place dans l'enseignement supérieur français. Ces élèves participent à Parcoursup dans les mêmes conditions que les candidats bacheliers sur le territoire français. De plus, des services dédiés leur sont consacrés. Le service orientation de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) administre le portail de gestion pour tous les bacheliers hors de France. Un identifiant provisoire est attribué par le lycée français. L'AEFE est par ailleurs engagée dans un dialogue technique depuis février 2018 avec les directions du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports (DNE et DGESCO) afin de permettre une amélioration des accès aux services et applications numériques du ministère. Le ministère a tout mis en place pour prendre en charge au niveau d'INES et du SIES, dès la procédure 2021, l'immatriculation de ces élèves de terminale s'inscrivant via Parcoursup. Concernant l'accompagnement des élèves futurs bacheliers à l'étranger, le service orientation de l'AEFE répond annuellement à 5 000 messages de candidats adressés directement depuis les dossiers individuels Parcoursup (touche contact). Un livret intitulé « Étudier en France après le baccalauréat », co-édité annuellement en collaboration avec l'agence Campus France, est mis à disposition des usagers sur les deux sites internet aefe.fr et campusfrance.org.fr. Les usagers hors de France bénéficient, au même titre que les élèves scolarisés en France, du service d'aide à l'orientation de l'ONISEP « monorientationligne.fr ». Ce service apporte des

réponses personnalisées par chat, téléphone et courriel aux élèves et aux familles. Enfin, chaque établissement français à l'étranger compte un ou plusieurs personnels relais en orientation (PRIO), qui œuvrent en lien avec le service orientation de ladite agence. En complément de l'accompagnement assuré par leur professeur principal, ce PRIO peut apporter une aide locale aux questionnements des lycéens et collégiens.

Soutien à l'accès à l'enseignement supérieur | 31919 | Mme Catherine Osson (La République en Marche - Nord)

<https://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-31919QE.htm>

M. Stéphane Testé attire l'attention de M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur la poursuite d'études en France d'un élève étranger justifiant d'un baccalauréat français.(...) Il lui demande par conséquent quelles solutions sont à l'étude afin que tous les élèves, français comme étrangers, ayant étudié dans un établissement français puissent bénéficier du même traitement pour poursuivre leurs études supérieures en France.

Mme Catherine Osson interroge Mme la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales sur le soutien que pourrait apporter l'État aux communes pauvres pour soutenir l'accès à l'enseignement supérieur, et la réussite sociale des jeunes des quartiers dits difficiles ou prioritaires de la politique de la ville. (...) elle demande au Gouvernement de mettre en place une dotation ou une contribution financière spécifique (selon évidemment les indicateurs sociaux et de ressources de la commune concernée) pour pouvoir contribuer, en tout ou partie, à la prise en charge de cette bourse pour les jeunes des QPV (par exemple) qui sans ressources suffisantes renonceraient trop vite, et à tort, à l'enseignement supérieur. (...)

Réponse:

Les élèves scolarisés dans le réseau d'enseignement français à l'étranger font l'objet d'une attention particulière. (...) des services dédiés leur sont consacrés. Le service orientation de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) administre le portail de gestion pour tous les bacheliers hors de France. (...) Le ministère a tout mis en place pour prendre en charge au niveau d'INES et du SIES, dès la procédure 2021, l'immatriculation de ces élèves de terminale s'inscrivant via Parcoursup. Concernant l'accompagnement des élèves futurs bacheliers à l'étranger, le service orientation de l'AEFE répond annuellement à 5 000 messages de candidats adressés directement depuis les dossiers individuels Parcoursup (touche contact). (...) chaque établissement français à l'étranger compte un ou plusieurs personnels relais en orientation (PRIO), qui œuvrent en lien avec le service orientation de ladite agence. (...) Cette dotation est réservée aux communes ayant une proportion de leur population située en QPV supérieure ou égale à 19 %. Elle a vocation à financer la réalisation de projets correspondant aux objectifs fixés dans les contrats de ville. Une part significative de la dotation (plus de 40 % en 2019) finance des projets relevant d'une priorité éducative.

AVENIR : DIPLÔMES ET EMPLOIS

Reconnaissance nationale du diplôme des compagnons niveau 3 | n° 19453 | Mme Catherine Dumas (Paris - Les Républicains)

<http://www.senat.fr/questions/base/2020/qSEQ201219453.html>

Mme Catherine Dumas demande à Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation la reconnaissance nationale du diplôme des compagnons niveau 3. (...)

Elle souligne que cette formation est spécifique puisqu'elle inclut un tour de France d'au moins sept villes et d'environ cinq ans, du postulat à l'aspirant, afin d'obtenir le titre de compagnon. À chaque échelon de l'apprentissage de son métier, le candidat doit réaliser un chef-d'œuvre qui met en valeur ses qualités et compétences professionnelles. Un jury de sept maîtres se prononce à l'issue de chaque étape. Outre le fait d'acquérir des connaissances sur son métier, ce parcours permet au jeune ouvrier d'acquérir une instruction civique et morale ainsi qu'un apprentissage de l'entraide. Cet ensemble correspond à l'idéal compagnonnique. Elle constate que le diplôme des compagnons niveau 3, équivalent d'un brevet de technicien supérieur (BTS), n'est pas reconnu par l'État. Pourtant cette reconnaissance leur permettrait de transmettre leur savoir en tant qu'enseignant en lycée technique.

« Permettre à l'homme de s'accomplir dans et par son métier, par le partage d'un esprit, dans une attitude d'ouverture et de transmission », tel est le but fixé par les compagnons du devoir. Le compagnonnage est un outil de promotion sociale, de formation et d'éducation.

Compte tenu de l'excellence de leur savoir-faire, de leurs compétences, de leur expérience et de leur attachement à la transmission, il serait regrettable de ne pas permettre à ces professionnels d'enseigner en lycée technique. Elle lui demande donc une reconnaissance nationale de leur diplôme.

Accès à l'emploi des jeunes | N° 1072 | M. Bernard Perrut (Les Républicains - Rhône)

<https://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-1072QOSD.htm>

Elle constate que le diplôme des compagnons niveau 3, équivalent d'un brevet de technicien supérieur (BTS), n'est pas reconnu par l'État. Pourtant cette reconnaissance leur permettrait de transmettre leur savoir en tant qu'enseignant en lycée technique.

Compte tenu de l'excellence de leur savoir-faire, de leurs compétences, de leur expérience et de leur attachement à la transmission, il serait regrettable de ne pas permettre à ces professionnels d'enseigner en lycée technique.

Elle lui demande donc une reconnaissance nationale de leur diplôme.

(...) comme tous ceux qui s'apprentent à démarrer dans la vie active, cherchent leur premier emploi et se trouvent devant des perspectives peu encourageantes. Il lui demande à quoi ressemblera cette rentrée pour ceux qui poursuivent leurs études, comment se feront les enseignements et les évaluations et comment faire face aux stages repoussés, aux concours de grandes écoles décalés, au travail d'été pour les étudiants supprimé pour beaucoup. (...) Il lui demande de tout mettre en œuvre pour que cette génération de jeunes ne soit pas sacrifiée, et propose de confier aux régions, par souci de proximité et de réactivité, la mission d'aider les jeunes pénalisés par la crise du covid-19. Les jeunes attendent dans sa circonscription, comme partout, des réponses concrètes.

Réponse :

C'est pourquoi, après une concertation avec les partenaires sociaux sous l'autorité du Président de la République, nous avons dès jeudi annoncé une première série de mesures concernant l'apprentissage, cette voie d'avenir et d'excellence – je sais que vous partagez ce point de vue – qui doit continuer de progresser après la hausse exceptionnelle de 16 % constatée en février, lorsque le nombre d'apprentis a atteint près de 500 000, un niveau historique. Pour ce faire, nous avons décidé qu'une aide serait accordée à toutes les entreprises, car bon nombre d'entre elles voudraient continuer de former des jeunes mais rencontrent des difficultés. L'État couvrira donc la quasi intégralité des salaires et des charges de tous les jeunes qui seront embauchés en apprentissage entre le 1er juillet 2020 et le 28 février 2021 pendant la première année. Autrement dit, une prime de 5 000 euros sera accordée pour l'embauche d'apprentis de moins de 18 ans et une prime de 8 000 euros pour les jeunes de plus de 18 ans, du certificat d'aptitude professionnelle, le CAP, jusqu'à la licence professionnelle. (...)

Absence de normalisation des métiers d'intermédiaires en langue des signes | N° 25711 | M. Patrick Hetzel (Les Républicains - Bas-Rhin)

<https://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-25711QE.htm>

M. Patrick Hetzel attire l'attention sur l'absence de normalisation des métiers d'interprètes et d'intermédiaires en langue des signes. (...) Il apparaît donc préjudiciable que les sourds sévères et profonds, qui représentent deux millions de personnes, soient les grands oubliés des lois sur la formation professionnelle et de l'accès à l'emploi. Aussi, il lui demande s'il est prévu de permettre à ces personnes d'accéder sur tout le territoire à une formation aboutissant à une licence professionnelle d'intermédiaireur.

Réponse :

(...) leurs formations sont intégrées dans les licences professionnelles d'intervention sociale. Il existe, à ce jour, d'après le site de l'ONISEP, 71 formations de licences professionnelles liées à l'intervention sociale. Certaines de ces licences disposent d'option « intervenant spécialisé dans le domaine de la surdité (langue des signes) » ou de parcours type « développement et médiation linguistiques en langue des signes ». Il existe également des diplômes dédiés, par exemple le diplôme d'études supérieures d'université médiateur relais sourds-entendants de l'Université Paris 8. (...)

SITUATION DES ÉTUDIANTS

Précarité étudiante | N° 34934 | Mme Florence Granjus (La République en Marche - Yvelines)

<https://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-34934QE.htm>

Solutions apportées aux étudiants pour faire face à la crise de la Covid-19 | n° 1580G | Mme Colette Mélot (Seine-et-Marne - INDEP)

<http://www.senat.fr/questions/base/2020/qSEQ20121580G.html>

Plus de la moitié des étudiants n'a pas pu continuer ou commencer une activité rémunérée. Cette situation a été particulièrement marquante pendant la période estivale, cruciale pour le portefeuille des étudiants saisonniers. Le rythme universitaire est particulièrement perturbé et les étudiants ont peu d'opportunités de voir leur vie sociale et étudiante se développer. Elle lui demande quel peut être le bilan des mesures en faveur des étudiants et des universités de ce premier semestre 2020-2021 et quelles sont les perspectives pour une reprise progressive. (...) l'année 2020 aura été, pour de nombreux étudiants, synonyme d'enseignement à distance, d'isolement social et de fins de mois difficiles. À l'âge de tous les possibles, l'horizon semble, pour certains, s'être réduit aux murs d'une chambre d'étudiant et aux appels téléphoniques de la famille et des amis, parfois aussi aux files de distribution d'aide alimentaire.

Face à ce constat alarmant, quel bilan dressez-vous et quelles perspectives pouvez-vous offrir aux étudiants à l'issue de ce deuxième confinement ?

Réponse :

(...) le Premier ministre a décidé de doubler le nombre de psychologues dans les établissements universitaires et de mettre à la disposition des étudiants 60 assistantes sociales supplémentaires. De même, les fonds d'aide d'urgence destinés à les accompagner vont être doublés.

(...) C'est la raison pour laquelle nous recrutons dans les Crous 1 600 étudiants référents, chargés de maintenir le lien social avec ceux qui sont le plus en difficulté ; nous avons fait diligence, tant et si bien que presque tous sont déjà recrutés.

Par ailleurs, 20 000 tuteurs sont en cours de recrutement dans l'enseignement supérieur.

ALLIANCE NATIONALE DE COORDINATION DE LA RECHERCHE POUR L'ENERGIE (ANCRE)

Revoir l'évènement inter-alliances du 18/12/2020

Retour sur le succès de l'évènement inter-alliances organisé par les alliances nationales (AllEnvi, Allistene, ANCRE, Athéna, Aviesan), sous l'égide du MESRI qui s'est tenu le 18 décembre 2020.

<https://www.allianceenergie.fr/voir-levenement-inter-alliances-18122020/>

RÉSEAU DES CORRESPONDANTS EUROPE (EUROPEAN RESEARCH COUNCIL, ERC)

55 SCIENTISTS FUNDED TO EXPLORE THEIR RESEARCH'S COMMERCIAL POTENTIAL (7/01/2021)

A new low-cost test for COVID19, how to share cultural expertise to solve conflicts, a way to help develop new medicines to treat blindness, further improvements to a clean energy producing technology – just some examples of how frontier researchers will use extra ERC funding to improve our lives. 55 researchers will receive ERC Proof of Concept grants to explore the commercial or societal potential of their work and to bring their work closer to the market.

<https://erc.europa.eu/news/PoC-recipient-2020-third-round>

RÉSEAU CAP ANR

Le genre en recherche : les vidéos du colloque ANR – Cirad (7/01/2021)

Comment identifier les biais de genre dans l'évaluation et dans la production des savoirs ? Quels dispositifs peuvent représenter des potentiels leviers de réduction de ces biais ? Afin de présenter des travaux de recherche et de favoriser le partage de connaissances dans une logique de co-construction des outils méthodologiques à mettre en œuvre, l'ANR et le Cirad ont organisé un colloque virtuel le 15 décembre 2020. Découvrez les vidéos des interventions, présentations et tables rondes du colloque.

<https://anr.fr/fr/actualites-de-lanr/details/news/le-genre-en-recherche-les-vidéos-du-colloque-anr-cirad/>

Pré-annonce : un appel à projets transnationaux sur la circularité dans les systèmes mixtes de cultures et d'élevage, et l'atténuation des gaz à effet de serre (édition 2021) (7/01/2021)

Les ERA-Nets Cofund SusAn (Sustainable Animal Production Systems), FACCE ERA-GAS (Monitoring & Mitigation of Greenhouse Gases from Agri- and Silvi-culture), ICT-AGRI-FOOD (ICT-enabled agri-food systems) et SusCrop (Sustainable Crop Production) vont lancer un appel à projets de recherche transnational et interdisciplinaire.

<https://anr.fr/fr/actualites-de-lanr/details/news/pre-annonce-un-appel-a-projets-transnationaux-sur-la-circularite-dans-les-systemes-mixtes-de-cultu/>

Pré-annonce : un appel à projets transnationaux sur la mesure normalisée, la surveillance et / ou les biomarqueurs pour suivre la prise alimentaire, la fréquence de l'activité physique et la santé (5/01/2021)

Dans le cadre du JPI HDHL (« une alimentation saine pour une vie saine ») et de l'initiative HDHL-INTIMIC, l'Agence nationale de la recherche (ANR) lancera prochainement un nouvel appel à projets internationaux dans le domaine de la nutrition et de la santé. Cet appel réunira 10 organismes de financement de 8 pays différents. Le lancement de cet appel, qui se déroulera en deux étapes, est prévu le 28 janvier 2021 avec une date limite de soumission des propositions fixée au 31 mars 2021 à 15h00.

<https://anr.fr/fr/actualites-de-lanr/details/news/pre-annonce-un-appel-a-projets-transnationaux-sur-la-mesure-normalisee-la-surveillance-et-ou-le/>

[Webinaire] Lutte contre la résistance aux antibiotiques : le prochain appel à projets lancé dans le cadre du programme JPIAMR (4/01/2021)

En amont du lancement du prochain appel à projets visant à prévenir et à réduire la transmission des facteurs de résistance aux antibiotiques grâce à des approches interventionnelles « One-health », l'Agence nationale de la recherche (ANR) s'associe au programme international JPIAMR pour informer les chercheurs français et internationaux lors d'un webinaire organisé le 28 janvier 2021 de 15h à 17h (CET).

<https://anr.fr/fr/actualites-de-lanr/details/news/webinaire-lutte-contre-la-resistance-aux-antibiotiques-le-prochain-appel-a-projets-lance-dans-le/>

Préannonce : un appel à projets transnationaux sur l'hypersensibilité alimentaire : étude des effets bénéfiques et néfastes de la composition des aliments et de leur transformation (04/01/2021)

Dans le cadre du JPI HDHL (« une alimentation saine pour une vie saine ») et par l'intermédiaire de l'ERA-NET ERA-HDHL, l'Agence nationale de la recherche (ANR) lancera prochainement un nouvel appel à projets transnationaux dans le domaine de la nutrition et de la santé. Cet appel réunira 9 agences de financement de 8 pays différents. Le lancement de cet appel, qui se déroulera en une seule étape suivie d'un droit de réponse aux experts, est prévu le 2 février 2021 avec une date limite de soumission des propositions fixée au 8 avril 2021 à 17h00.

<https://anr.fr/fr/actualites-de-lanr/details/news/preannonce-un-appel-a-projets-transnationaux-sur-lhypersensibilite-alimentaire-etude-des-effet/>

Les résultats de l'appel ANR « RA-Covid-19 » (4/01/2021)

Dans la continuité de l'appel ANR Flash Covid-19 ayant abouti au financement de 118 projets, l'ANR a lancé le 15 avril dernier un appel « Recherche-Action Covid-19 » qui vise à soutenir des travaux de recherche à court terme en lien avec la pandémie. L'appel était ouvert en continu jusqu'au 28 octobre 2020, avec plusieurs vagues d'évaluation pour opérer une sélection au fil de l'eau et un financement rapide des projets.

<https://anr.fr/fr/actualites-de-lanr/details/news/les-resultats-de-lappel-anr-ra-covid-19/>

EN RÉGIONS

Bretagne : appel à projets, associez-vous pour créer des activités innovantes !

Le 6e appel à projets régional « Innovation collaborative au croisement des filières » (ouvert jusqu'au 10 mars 2021) incite PME et laboratoires à s'associer pour porter des projets innovants à la croisée des filières économiques bretonnes.

<https://www.bretagne.bzh/actualites/appel-a-projets-associez-vous-pour-creer-des-activites-innovantes/>

LALIST

Étude comparative des services nationaux de données de recherche | Facteurs de réussite (07/01/2021)

« Le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI), par l'intermédiaire du Comité pour la science ouverte (CoSO), a demandé à une équipe d'experts pilotée par Jean-Christophe Desconnets de l'IRD, accompagnée par le cabinet Dataactivist, de mener une «étude de faisabilité d'un service générique d'accueil et de diffusion des données simples» afin de «concevoir un service générique destiné aux données de recherche pour lesquelles les entrepôts disciplinaires existants ou à venir ne constituent pas une solution adaptée». (...) »

<https://lalist.inist.fr/?p=47477>

Journées Calcul Données #JCAD2020 : Rencontres scientifiques et techniques du calcul et des données [vidéos, diaporamas] (7/01/2021)

« Les Journées Calcul Données se sont déroulées du 2 au 4 décembre 2020 et avaient pour objectifs de “présenter des travaux scientifiques, dans toutes les disciplines, réalisés grâce au soutien des infrastructures de grilles de calcul, de méso-centres ou de cloud, les travaux de la recherche en informatique associée et les évolutions techniques et travaux des administrateurs de ces infrastructures”.

<https://lalist.inist.fr/?p=47473>

Rejoignez le groupe Formation de la Transition bibliographique ! (6/01/2021)

« Le programme national Transition bibliographique a pour mission de progressivement mettre en place le code de catalogage RDA-FR en France.

Le groupe Formation coordonne 4 stages nationaux, et anime un groupe de 25 formateurs.

Dans les prochaines années, l'activité de formation à la Transition bibliographique va s'intensifier :

- les éléments du code RDA-FR vont être publiés progressivement ;
- toute la communauté des bibliothécaires des fonctions publiques d'Etat et territoriale devra, à terme, être formée, ainsi que celle des administrateurs de SGB ;
- un véritable changement de paradigme devra s'opérer dans la profession : la mise en œuvre d'un catalogage par entités. Les travaux en cours pour l'ouverture du FNE et de l'outil de production pour la Bibliothèque nationale de France illustrent cette transformation radicale de modèle. L'accompagnement du changement pour tous les acteurs des bibliothèques sera primordial.

Pour faire face à ces enjeux, le groupe Formation lance aujourd'hui un appel à candidature pour étoffer et consolider l'équipe.

Vous travaillez au sein de l'enseignement supérieur ou de la lecture publique ? Vous êtes sensible aux questions de formation professionnelle ? Vous souhaitez accompagner activement l'un des grands changements du métier de bibliothécaire ?

Rejoignez le groupe Formation du programme national Transition bibliographique ! »

<https://lalist.inist.fr/?p=47454>

Conférence : “La science ouverte et l'open data dans la recherche : pourquoi, comment, pour quels usages ?” Antoine Blanchard, 18 décembre 2020 [vidéo] (6/01/2021)

« Dans le mouvement de la science ouverte, la question des données de recherche tient une place à part. Quelles données partager et comment ? Ces dernières années, plusieurs évolutions réglementaires ont fait de l'accès libre aux données scientifiques une mission de la recherche publique, puis une obligation légale (sous certaines conditions). Concrètement, l'aspiration citoyenne à bénéficier des fruits de la recherche, mais aussi les critiques envers la recherche non reproductible, rendent cet impératif plus que jamais nécessaire.

Après un panorama de l'open data dans la recherche, trois acteurs scientifiques viendront témoigner de l'ouverture des données dans les sciences de l'environnement (océanographie et agronomie) et dans un institut de recherche tourné vers les pays méditerranéens et les pays du Sud. (...) »

<https://lalist.inist.fr/?p=47448>

Produire des bibliographies réutilisables avec Zotero (4/01/2021)

« Zotero génère automatiquement des citations et des bibliographies mises en forme conformément à un style bibliographique, et cela répond déjà à un besoin essentiel de la rédaction académique. Vous souhaitez toutefois peut-être aller au-delà, en produisant des bibliographies facilement réutilisables par vous-même ou par d'autres. (...) »

<https://lalist.inist.fr/?p=47408>

Nouvelle ressource DoRANum ! Les identifiants pérennes (4/01/2021)

« (...) publication d'une nouvelle ressource pédagogique sur les identifiants pérennes.

Elle vous permettra de :

- Savoir comment est assurée la pérennité des identifiants pérennes ;
- Connaitre les bénéfices de l'association de plusieurs identifiants pérennes ;
- Savoir comment choisir et obtenir chaque type d'identifiant pérenne. (...) »

<https://lalist.inist.fr/?p=47404>

Des modèles de contrat pour l'édition publique en contexte de science ouverte (4/01/2021)

« Le groupe de travail, qui avait mis à disposition en juillet deux modèles de contrats pour les périodiques, ajoute aujourd'hui un modèle de contrat pour les ouvrages collectifs. Les trois contrats sont également disponibles en anglais.

Ces modèles sont librement adaptables et diffusés sous licence CC0. Ils s'inscrivent dans le contexte de la science ouverte et permettent, selon le modèle, d'accompagner la transition vers les [principes du Plan S](#) et l'obligation de dépôt en archives ouvertes ou de définir un contrat de cession à titre non exclusif, conforme aux principes d'ouverture. (...) »

<https://lalist.inist.fr/?p=47399>

S'abonner au bulletin de veille d'information de la CPU :

Depuis l'adresse mail qu'on souhaite abonner, envoyer un mail à : sympa@list.lgo.ovh
avec comme sujet : SUBSCRIBE veillecpu

Pour se désabonner de la mailing-list:

Depuis l'adresse mail qu'on souhaite désabonner, envoyer un mail à : sympa@list.lgo.ovh
avec comme sujet : UNSUBSCRIBE veillecpu